

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 139 (1994)
Heft: 4

Artikel: Résultats et interprétation d'un sondage d'opinions : ouverture ou isolement de la Suisse?
Autor: Haltiner, Karl W. / Spillmann, Kurt R.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345403>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Résultats et interprétation d'un sondage d'opinions

Ouverture ou isolement de la Suisse ?

En été 1993, Karl W. Haltiner et Kurt R. Spillmann du Centre de recherche sur la politique de sécurité et les conflits, un institut rattaché à l'Ecole polytechnique de Zurich, se sont attachés à mettre en évidence les attitudes des Suisses face à la neutralité, la coopération et l'intégration européenne. Ils publiaient leurs résultats à la fin février de cette année¹, des résultats intéressants dans la perspective de la votation sur les Casques bleus en juin et, entre autres, d'un «partenariat pour la paix» avec l'OTAN.

1. La neutralité, un mythe ?

Pour la neutralité, la typologie de l'analyse part de l'évaluation des diverses fonctions de la neutralité suisse. Ceux qui critiquent la neutralité ou se montrent négatifs à son égard (11%) y voient avant tout un égoïsme national. Les pragmatiques (20%) se montrent fondamentalement positifs, mais ils la jugent en fonction de critères d'utilité et plaident pour une adaptation, voire un renoncement si la situation venait à l'exiger. Le 21% de l'échantillonnage voit des raisons de la conserver, mais aussi d'y mettre fin: ces personnes se montrent insécurisées. Pour les traditionalistes de la neutralité (48%), qui veulent s'en tenir sans conditions à la neutralité, la formule est approximativement «Suisse = neutralité».

Les citoyens, hommes ou femmes, sont divisés sur le degré d'ouverture de la po-

litique extérieure. Dans ce domaine, ils ont peine à suivre les changements; même attitude pour ce qui touche notre politique de sécurité. Certes, les références de leur identification se sont élargies et le nombre de ceux qui s'identifient d'une manière émotionnelle et non critique diminue. En revanche, la conviction que l'isolement, depuis plus d'un siècle, a contribué de manière décisive à tenir la Suisse à l'écart des conflits internationaux reste profondément ancrée.

Dans près de la moitié des réponses, la neutralité ne symbolise pas seulement d'une manière mythique l'identité et l'idée fondamentale de l'Etat suisse, mais aussi l'idéal d'une cohabitation entre Etats. De quelque manière que ce soit, il faut s'y tenir. C'est un point qui fait une quasi unanimité dans le pays. Une telle conception fait obstacle à une éventuelle coopération internationale dans le domaine militaire, même à des Casques bleus

qui seraient mis à disposition de l'ONU ou de la CSCE.

2. Ouverture à l'Europe ou renfermement ?

Alors que, dans les années 1989/90 et 1990/91, l'ouverture était plus marquée, on observe en 1993 une évolution du néo-isolationnisme vers un souci plus accentué de l'autonomie. Ce renversement de tendance se manifeste dans presque tous les indicateurs.

Il s'agissait aussi de décanter les configurations d'opinions concernant la politique de sécurité et l'ouverture, de savoir si les Suisses ont des attitudes très différentes dans ces domaines. Exploitant les principaux arguments utilisés dans la campagne pour l'adhésion à l'Espace économique européen, les auteurs de l'étude ont retenu trois types d'attitudes:

¹Haltiner, Karl W.; Spillmann, Kurt R. : *Oeffnung oder Isolation der Schweiz ? Aussen- und sicherheitspolitische Meinungsbildung im Trend. Zürich, ETH, Forschungsstelle für Sicherheitspolitik und Konfliktanalyse, 1994, 110 pp. Dactylographié.*

– Une disposition fondamentale à la coopération internationale, au rapprochement ou à l'adhésion aux institutions européennes et à l'ONU, une attitude manifestée par 37% de l'échantillonnage, que l'on peut qualifier de «dure» parce qu'elle ne craint pas les obligations et une limitation de la souveraineté.

– Une disposition fondamentale à une coopération internationale plus poussée de la Suisse, à une ouverture effectuée en toute autonomie, pas sur la base d'obligations contraignantes ou de rapprochements avec des institutions existantes. Il devrait s'agir d'une solidarité universelle (médiation dans les conflits, rôle plus actif dans les conférences, aide au développement). Cette option «douce» représente le 24% de l'échantillonnage.

– Refus que la Suisse perde de son autonomie et de sa souveraineté dans une coopération internationale, rejet de tout rapprochement. Ces «autonomistes» représentent le 39% de l'échantillonnage.

Environ les deux tiers des hommes et des femmes interrogés apparaissent favorables à une intensification de la coopération internationale de la Suisse, mais cette majorité reste divisée à propos des chemins à emprunter.

2.1. Les partisans d'une ouverture «dure»

Près de quatre personnes sur cinq se montrent favo-

L'opinion suisse en été 1993

Environ le 40% des personnes sondées n'est pas d'accord avec

- une adhésion ou un rapprochement avec l'OTAN;
- une participation à une éventuelle défense européenne;
- l'opportunité d'une armée européenne (les chances qu'elle voit le jour sont limitées);
- la renonciation à notre neutralité
- une politique d'«Alleingang»

Avis partagés à propos

- du rapprochement ou de l'adhésion à l'Union européenne;
- de l'adhésion à l'Espace économique européen;
- de la mise à disposition de Casques bleus;
- de la réinterprétation de la neutralité;
- de la mesure dans laquelle la Suisse doit se fier à sa seule défense nationale;
- de la mesure dans laquelle notre sécurité est déterminée par d'autres;
- de l'importance de l'unité européenne dans la perspective d'une paix durable sur le vieux continent;

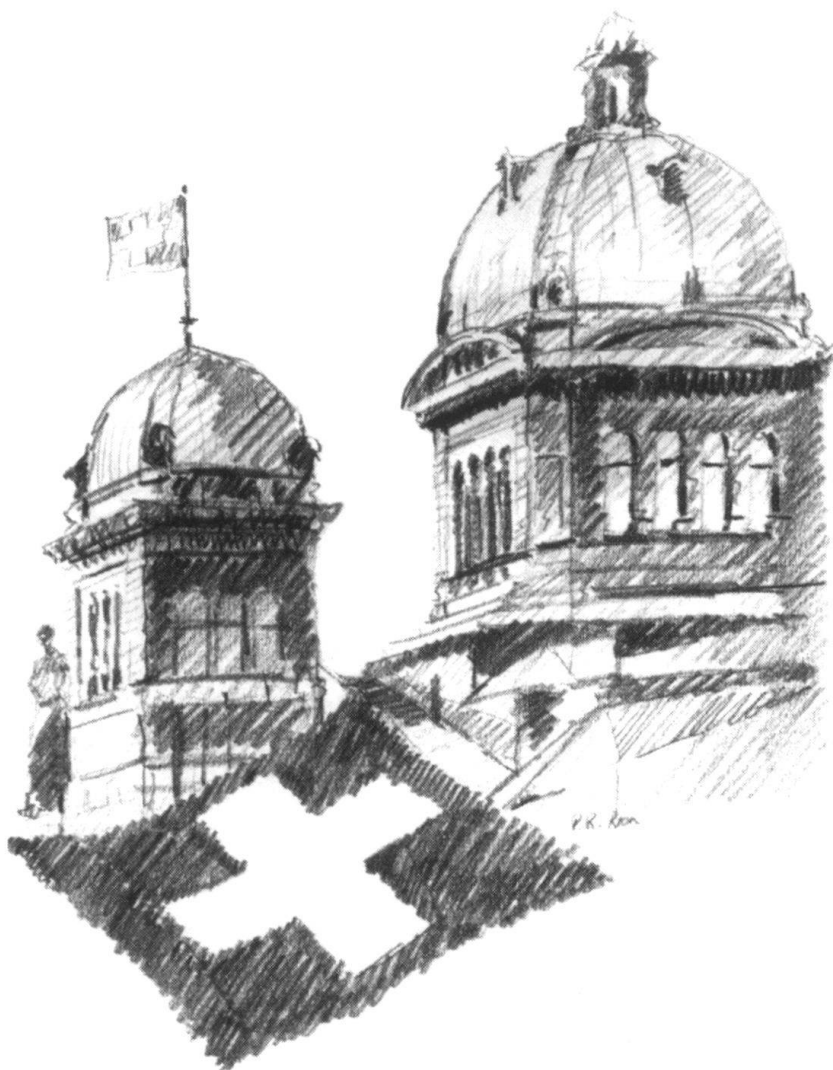
Un net accord (plus 60% des personnes sondées) sur

- le développement des bons offices suisses au plan international;
- une maximalisation de l'indépendance économique et politique de la Suisse;
- le fait que, malgré le vote sur l'Espace économique européen, la Suisse doit s'adapter à l'évolution européenne;
- l'idée que des soldats suisses pourraient être engagés hors de nos frontières;
- une défense nationale indépendante.

rables à une ouverture, tout en montrant de la retenue et du pragmatisme. Intégration européenne, oui quand cela s'avérera indispensable. On n'exclut pas un rapprochement avec l'OTAN et une défense européenne, mais il y a un certain scepticisme. La neutralité est considérée comme un ins-

trument qu'il ne faut pas jeter par-dessus bord sans réfléchir, qu'il convient d'adapter et dont on ne se séparera pas sans pincements de cœur...

La motivation de cette orientation qualifiée de «dure» à cause des conséquences ultimes qu'elle im-



plique résulte moins d'un enthousiasme pour l'Europe que d'une appréciation pragmatique des avantages et des inconvénients de l'isolement. On reconnaît que la Suisse ne peut échapper, à moyen terme, à l'intégration européenne.

De telles attitudes se retrouvent dans tous les groupes d'âge, de formation et d'urbanité. Les personnes âgées de formation élevée et les Suisses romands sont légèrement surreprésentés.

2.2. Les partisans de méthodes «douces et non intégratives»

Un quart des réponses montrent des partisans d'une Suisse «solidaire» qui abandonne sa position de neutralité ou, du moins, l'affaiblit fortement, mais reste sur sa réserve face aux liens institutionnels, surtout en Europe. Le pays devrait s'engager d'une manière cosmopolite mais

▲
Si nos autorités semblent favorables à une intégration de la Suisse dans une Europe unie, qu'en est-il véritablement de l'opinion publique?

►
Pour les «autonomistes», le Gothard n'est pas un passage européen, mais une «position de résistance»...
(Photo H. W.)





... ils sont les lointains descendants du mythique Guillaume Tell peint ici par Hodler.

non contraignante pour la résolution pacifique des conflits et une répartition plus équitable des ressources. Dans ce groupe se trouvent des personnes critiques et pragmatiques face à la neutralité. Elles souhaitent une redéfinition de la position internationale de la Suisse, dans une perspective globale et certainement idéaliste.

Malgré ou à cause de leur argumentation idéaliste,

elles soutiennent l'engagement de Casques bleus. À l'évidence, la notion de «maintien de la paix» exerce sur elles un attrait particulier. Dans ce type d'opinion, on considère comme opportune une défense européenne; il faut l'interpréter comme indiquant une sympathie pour un futur système de sécurité collective. Un rapprochement, voire une adhésion à l'OTAN sont nettement rejetés.

Des valeurs comme la tolérance envers les étrangers et l'égalité des sexes prennent une place importante dans cette conception. Pour ce groupe, l'analyse ne donne pas une évaluation claire de l'Espace économique européen qui semble être perçu de manière ambiguë. Alors qu'il est accepté par une partie des «non intégratifs», il représente pour les autres un pas dans la mauvaise direction, du moins une solution peu satisfaisante.

Une volonté d'ouverture «non intégrative» est très présente dans les couches de formation supérieure, chez les jeunes, surtout en Suisse romande.

2.3. Les Suisses attachés au statu quo

Le nombre d'hommes et de femmes attachés au statu quo de la Suisse en matière de politique extérieure et adversaires de toute réduction de la souveraineté nationale à la suite d'une ouverture, ceux que l'étude appelle les «autonomistes», ne dépasse pas quatre personnes sur dix. Elles acceptent assez largement que le développement international rende des concessions inéluctables, mais elles entendent qu'elles demeurent minimales.

Elles rejettent une adhésion à l'Union européenne, voire un simple rapprochement à travers l'Espace économique européen; elles refusent une adhésion à l'ONU, la mise à disposition



Comme les «autonomistes», les «tiers-mondistes» refusent une coopération ou une intégration à l'OTAN dont le quartier général se trouve à Bruxelles (Photo OTAN).

de Casques bleus et un rapprochement avec l'OTAN. Pas question d'une armée européenne! Ce groupe ne se fie qu'à une défense nationale. La neutralité, interprétés d'une manière «fondamentaliste», apparaît comme la marque d'identité du pays. C'est d'elle seule que doit s'inspirer la politique extérieure et la politique de sécurité de la Suisse.

Ce groupe manifeste un sentiment d'intégration nationale très émotionnel, se juge politiquement et socialement plus menacé que les partisans de la coopération, si bien que son besoin de sécurité en est d'autant plus marqué. Il accorde une grande importance à la menace qui pèse sur l'identité

suisse et la sécurité intérieure (surpopulation étrangère, criminalité). La crainte du déracinement et de la perte d'identité risquent de fonder puissamment une attitude isolationniste.

Tendent particulièrement vers ce genre d'opinion les personnes de plus de quarante ans d'origine rurale et fortement attachées à l'Eglise, ainsi que les couches les moins formées. Il est beaucoup plus représenté en Suisse alémanique qu'en Suisse romande.

3. Conclusions

La frontière entre les tenants de la coopération, qui acceptent une ouverture impliquant des liens, et

ceux qui veulent plutôt les éviter n'est pas étanche. Entre autres, l'adhésion à l'ONU et la création d'un corps de Casques bleus pourraient provoquer certains chevauchements. En revanche, l'opposition entre les adeptes des deux formes de coopération, d'une part, et la position «autonomiste», de l'autre, est telle qu'on peut parler de deux camps.

Concrètement, cela signifie qu'un disciple de la ligne de coopération «dure» défendra plutôt des opinions des tenants d'une ligne «douce» que de l'autonomie nationale et inversement. Ce «fossé» annonce des discussions assez tendues et émotionnelles sur l'ouverture de la Suisse.

Ce sont des blocages qui définissent actuellement le débat sur la politique extérieure et de sécurité. Si une majorité reconnaît qu'un changement de cap est inéluctable, l'enthousiasme fait défaut. A cela s'ajoute que la politique d'isolement n'a pas encore produit des contraintes qui touchent de larges couches de la population et qui les rendraient sensibles aux désavantages politiques et sociaux de l'«Alleingang». Il ne sera pas facile de trouver des majorités électorales pour des projets de politique extérieure et de sécurité.

K.H. + K.S. + RMS